

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure adaptée

M.A.P.A.

Article L. 2123-1 du code de la commande publique (applicable à compter du 01/04/19).

MAITRE D'OUVRAGE :

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION INTERREGIONALE GRAND NORD

35 Boulevard Carnot – CS 70031

59043 LILLE Cedex

OPÉRATION :

PALAIS DE JUSTICE DE SENLIS

26 ALLEE DES SOUPIRS, 60309 SENLIS

Restauration des façades et des abords

LOT 01 : DESAMIANTAGE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

REVISION	DESIGNATION	REDACTEUR	DATE
0	DCE	COEFFICIENT	

<p><u>Architecte</u> APGO Architecture et Patrimoine 120, Boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES Tél : 01 45 06 72 10 apgo.ap@architectes.org</p>		<p><u>Economiste</u> COEFFICIENT 57, Boulevard Demorieux 72100 LE MANS Tél : 02 43 21 35 59 coefficient@coefficient.fr</p>	
<p><u>B.E. FLUIDES</u> PROJEX 30, Place Salvador Allende 59650 VILLENEUVE D'ASCQ Tél : 03 20 47 03 01 appelsoffres@projex.fr</p>		<p><u>Coordonnateur S.P.S.</u> COBAT COPREV 13bis, Avenue de la Motte-Picquet 75007 PARIS Tél : 03 61 19 12 89 direction@cobat-coprev.fr</p>	

Septembre 2025

SOMMAIRE

1	GÉNÉRALITÉS.....	3
1.1	PHASAGE DES TRAVAUX.	3
1.2	CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	3
2	GÉNÉRALITÉS TECHNIQUES.....	3
2.1	PREAMBULE.	3
2.2	TEXTES & RÈGLEMENTS.....	3
2.3	ASSURANCES.....	4
2.4	ACTION DE COMMUNICATION.	5
2.5	HYGIENE ET SECURITE.....	5
2.6	QUALIFICATIONS.....	5
2.7	PROTECTIONS INDIVIDUELLES.....	5
2.8	TRAVAUX DE DESAMANTAGE.	6
2.9	GESTION DES DECHETS.....	6
2.10	MATERIAUX SUSPECTS.....	6
2.11	PLANS D'EXECUTION.	7
2.12	MISE EN ASPIRATION DES ZONES CALFEUTREES.	7
2.13	SAS.....	7
2.14	STOCKAGE ET TRAITEMENT DES MATERIAUX AMIANTES.....	7
2.15	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE.	8
3	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.....	9
3.1	DESAMANTAGE.....	9
3.1.1	Plan de retrait	9
3.1.2	Installations de chantier et protections spécifiques au désamiantage	9
3.1.3	Décapage des revêtements filmogènes amiantés	11
3.1.4	Suppression des joints amiantés sur béton gravillonnée	11
3.1.5	Dépose des dalles avec colle amianté	12
3.1.6	Dépose du conduit amianté.....	12
3.1.7	Stockages et traitement des matériaux amiantés	13
3.1.8	Document à fournir fin de travaux	13

LOT 01 : DESAMANTAGE

1 GÉNÉRALITÉS.

Cf. C.C.T.C. (Cahier des Clauses Techniques Communes).

1.1 PHASAGE DES TRAVAUX.

Les travaux seront réalisés en trois tranches, selon plans projetés joints au DCE :

- ❖ **Tranche ferme (TF) :** Restauration du parvis et traitements des abords
- ❖ **Tranche optionnelle 1 (TO1) :** Restauration des façades Sud et Est
- ❖ **Tranche optionnelle 2 (TO2) :** Restauration des façades Nord et Ouest

1.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX.

Le présent Cahier décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur.

Le titulaire du présent lot doit les prestations ci-après, sans que cette liste soit exhaustive :

- Les installations et protections spécifiques pour travaux en présence d'amiante,
- Les échafaudages complémentaires nécessaires à l'exécution des travaux de désamiantage, et ce quelle que soit la hauteur des ouvrages,
- La protection des ouvrages conservés,
- Les protections complémentaires et particulières à l'exécution de ses travaux,
- La reconnaissance des matériaux et subjectiles,
- L'ensemble des travaux de désamiantage,
- L'évacuation des déchets résultant des travaux de dépose.
- Le transfert et la mise en dépôt dans les centres d'enfouissement techniques CET et les centres de traitement et de recyclage agréés.
- La remise en état des ouvrages du domaine public et privé dégradés lors des travaux.
- Le nettoyage de son chantier et l'évacuation de tous les gravois et emballages.

Liste non exhaustive.

2 GÉNÉRALITÉS TECHNIQUES.

2.1 PREAMBULE.

Conformément aux dispositions des articles L. 2111-2 et R. 2111-7 et suivants du Code de la Commande Publique, les solutions proposées par le candidat doivent être conformes aux normes et autres documents tels les agréments ou référentiels techniques énoncés dans le présent cahier des clauses techniques particulières, ou respecter de manière équivalente ces spécifications. Il appartient alors au candidat d'apporter la preuve, dans son offre, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente les spécifications techniques formulées par référence à des normes et autres documents techniques.

2.2 TEXTES & RÈGLEMENTS.

L'entreprise devra tenir compte des lois, stipulations, décrets, ordonnances, circulaires, arrêtés, textes officiels, normes etc... S'appliquant aux travaux à exécuter en vigueur à la date de démarrage des travaux.

L'entreprise ne pourra en aucun cas se prévaloir de la méconnaissance de l'un des textes réglementaires en vigueur.

La présente liste n'est pas exhaustive et ne présente aucun caractère limitatif. Si durant le chantier de nouvelles réglementations entrent en vigueur, l'entreprise est tenue d'en référer au maître d'ouvrage.

Tous les travaux concernant le désamiantage sont considérés à risques et sont donc soumis aux différents codes, textes officiels, recommandations et normes concernant le désamiantage et les risques d'exposition à l'amiante, en vigueur à la date de la consultation et notamment :

- L'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en oeuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- L'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.
- Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- L'arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.
- L'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- La circulaire du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.
- La circulaire du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et à l'élimination des déchets.
- Les recommandations de la CNAMTS.
- Le guide ED6091 de l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) qui rassemble l'ensemble des préconisations que les entreprises se doivent d'appliquer au regard des récentes conclusions des pouvoirs publics sur le risque amiante.
- D.T.U. et Normes applicables aux travaux annexes et connexes aux travaux d'enlèvement et/ou de traitement d'amiante friable.
- Les avis techniques délivrés par le CSTB pour les nouveaux procédés.
- Les agréments délivrés par les compagnies d'assurances.
- Les règlements en vigueur concernant la sécurité sur les chantiers (protections collectives et individuelles).
- Le référentiel défini par le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement « Gestion des sites (potentiellement) pollués ».
- Le guide de prévention de la CRAMIF ED 6091 - Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante.

Pendant toute la durée des travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante, dans les zones considérées, il ne doit y avoir aucune co-activité avec d'autres entreprises. Les accès à ces zones devront être très visiblement balisés et interdits physiquement à toutes personnes autres que celles habilitées de son entreprise.

L'entreprise devra dans l'élaboration de son offre et dans l'exécution de ses prestations, tenir compte et respecter cette réglementation de la préparation (plan de retrait) jusqu'à la libération et mise à disposition des locaux.

2.3 ASSURANCES.

L'entreprise devra fournir une attestation d'assurance couvrant l'activité de désamiantage en cours de validité et indiquant le montant des garanties couvrant les travaux.

Il devra s'il y a lieu souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée suffisante par le Maître d'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

2.4 ACTION DE COMMUNICATION.

Une réunion d'information et de présentation de l'opération sera prévue pour le Maître d'Ouvrage ainsi que pour tous les représentants de ses services concernés par l'opération sur le site. Cette réunion, organisée avant le démarrage des travaux et animée par le Maître d'Œuvre et l'entreprise titulaire du marché, doit présenter :

- Les différents intervenants.
- L'objectif des travaux.
- La teneur des travaux.
- Les méthodologies et contraintes.
- Les contrôles de l'air.
- Les risques.

2.5 HYGIENE ET SECURITE.

L'hygiène et la sécurité du chantier seront assurées selon les dispositions du livre II, titre II du Code du Travail, en ce qui concerne les mesures de protections et de salubrité des travailleurs du bâtiment et les réglementations en vigueur.

Le titulaire du présent devra, l'aménagement et l'équipement de locaux d'accueil du personnel, dont un local équipé d'une douche + WC avec branchements en eau et électricité.

Ces installations seront mises en place pendant la période de préparation, puis entretenues et adaptées suivant les besoins et ce pour la durée totale de la phase désamiantage.

Tous les ouvrages et installations doivent être établis conformément aux directives européennes, aux règlements nationaux et locaux et aux dispositions prescrites par l'inspection du travail, de manière à prévenir tout accident vis-à-vis des ouvriers, des tiers et des existants.

L'entreprise devra se conformer à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et au décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 qui prévoit la mise en place d'un Plan Général de Coordination en matière de Santé et de Protection de la Santé, fourni par le Coordonnateur de sécurité.

Pendant la période de préparation des travaux, l'entreprise et ses sous-traitants devront la rédaction de son PPSPS (Plan Particulier et de Protection de la Santé) qui sera soumis pour approbation au Coordonnateur de Sécurité et diffusé au Maître d'Œuvre, aux organismes de sécurité (Inspection du Travail, Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics) et aux autres entreprises.

Les dispositions des décrets et textes d'application des 8 janvier 1965 et 29 novembre 1977, tant relatives à la sécurité des travailleurs que des utilisateurs, devront être strictement respectées.

2.6 QUALIFICATIONS.

L'entreprise devra apporter la justification de son aptitude à répondre au présent marché.
Amiante : l'entrepreneur devra être titulaire de la qualification QUALIBAT 1552.

2.7 PROTECTIONS INDIVIDUELLES.

Vêtement de travail étanche équipé de capuche, fermé au cou, chevilles, poignets, gants jetables, botte de sécurité.

Masque complet classe TMP3 (norme NF EN 147).

Les vêtements seront jetables et seront traités comme des déchets amiantés.

L'emploi de personnel habilité (visite médicale d'aptitude) de plus de 18 ans en CDI.

2.8 TRAVAUX DE DESAMANTAGE.

L'entrepreneur se référera au rapport de repérage amiante avant travaux joint au présent appel d'offre.

2.9 GESTION DES DECHETS.

Tous les matériaux doivent être dans la mesure du possible recyclés ou valorisés, seuls les déchets ultimes pourront être envoyés en centre de stockage.

Les filières devront dans la mesure du possible être courtes avec des acteurs locaux.

Rappel : L'opération sera conforme aux exigences de l'ensemble des lois et recommandations relatives à la valorisation des matériaux récupérés et à l'élimination des déchets dits ultimes. L'entreprise prendra toutes les dispositions pour éliminer ces déchets en respectant la réglementation en vigueur.

L'Entrepreneur devra se référer :

- Au guide ED 6028 « exposition à l'amiante lors du traitement des déchets » édité par l'INRS en mars 2008.
- Arrêté du 9 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets
- Arrêté du 30 Décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante

Transport

L'entreprise prendra en charge l'ensemble des évacuations vers les différents sites de retraitement adaptés à la nature des déchets.

Les véhicules devant transporter les déchets ne pourront en aucun cas stationner vides ou chargés sur la voie publique.

Les déchets industriels spéciaux (DIS) :

- Déchets amiantés ;

L'entrepreneur aura à sa charge la recherche des décharges publiques agréées suivant les types de déchets. Il doit s'assurer que ces décharges sont à même d'accepter les matériaux ou produits qu'il sera amené à y déposer.

L'entreprise présentera dans son offre le tableau SOGED afin de connaître la gestion des matériaux valorisables (lieu de traitement, type de valorisation, etc...).

2.10 MATERIAUX SUSPECTS.

En cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante pendant l'exécution des travaux du présent lot, l'Entrepreneur devra immédiatement prévenir le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, s'il existe, par téléphone avec confirmation par courriel ou télécopie sous 24 heures.

Le Maître d'ouvrage devra faire ré-intervenir l'opérateur de repérage qui procédera au relèvement d'un échantillon du matériau suspect en prenant toutes les précautions nécessaires. L'opérateur de repérage fera procéder à son analyse par un laboratoire. Dans l'attente des résultats, les travaux seront abandonnés au voisinage du matériau considéré et des mesures conservatoires seront mises en œuvre afin d'empêcher l'émission de fibres et l'agression de celui-ci par un tiers.

Dès réception des résultats, la Maîtrise d'œuvre indiquera à l'Entrepreneur les dispositions à mettre en œuvre dans le cadre du présent C.C.T.P.

L'employeur transcrit les résultats de son évaluation des risques pour chaque processus.

2.11 PLANS D'EXECUTION.

L'Entrepreneur doit toutes les études d'exécution nécessaires à l'accomplissement de son marché. Il établira et soumettra à l'approbation, au plus tard une semaine avant l'issue du délai légal de préparation, du Maître d'œuvre, notamment :

- Les plans de confinement
- Implantation et dimensions cotées (coupe, largeur, hauteur) du tunnel d'accès, vestiaire d'approche et zone de repos
- Les schémas de principe des installations électriques de chantier
- Dimensionnements et emplacement des entrées d'air
- Note de calcul démontrant que l'éclairage des zones de travaux (150 lux, soit environ 3 W/m²) a été correctement dimensionné (type d'éclairage, nombre, emplacement)
- Les plans des ouvrages modifiés par l'Entrepreneur

Ces documents seront établis pendant le délai légal de préparation d'un mois et seront soumis au visa de la Maîtrise d'œuvre, au plus tard, une semaine après la date d'envoi du Plan de retrait à l'inspection du travail.

2.12 MISE EN ASPIRATION DES ZONES CALFEUTREES.

La mise en aspiration de chaque zone concernée sera assurée par plusieurs unités déprimogènes d'un débit suffisant selon dimensionnement de l'entreprise. Les rejets s'effectueront sur l'extérieur ou toute autre partie de bâtiment concerné, et fonctionneront en permanence pendant tous les travaux de dépose dans la zone.

En tout état de cause, le système de mise en dépression doit être secouru par un groupe électrogène ou par tout système réputé équivalent.

Il est nécessaire de prévoir 2 extracteurs au minimum, de telle sorte qu'une ventilation soit continue et assurée en cas de défaillance de l'un d'eux.

Ces extracteurs, équipés de leurs barrières de filtration, seront munis :

- D'un contrôleur de dépression avec prise de pression amont-aval, situé au niveau des barrières de filtration et servant à mesurer le degré d'encrassement des filtres.
- D'un indicateur de la valeur du débit d'air extrait instantané.
- L'entreprise fournira une fiche technique des unités déprimogènes qu'elle veut utiliser, ainsi qu'un tableau récapitulatif des débits mis en œuvre.
- Ces appareils seront raccordés électriquement sur le coffret chantier mis en place par l'entreprise, et raccordés sur les coffrets fixes de distribution.
- Les rejets d'air seront équipés de 3 barrières de filtrage :
 - Un premier filtre utilisé pour le dégrossissage et qui sera changé tous les jours
 - Les 2ème et 3èmes filtres assureront la filtration des particules à 99,99 % avant rejet à l'extérieur (de type THPE).

L'efficacité du calfeutrement et de l'aspiration de la zone sera testée aux fumigènes.

2.13 SAS.

L'accès à la zone calfeutrée se fera par un sas à plusieurs compartiment, depuis les échafaudages extérieures en accord avec l'inspection du travail et les services de la CRAM.

2.14 STOCKAGE ET TRAITEMENT DES MATERIAUX AMIANTES.

Après définition de l'implantation et des surfaces de stockage des matériaux amiantés avant enlèvement, avec la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur devra matérialiser cette zone par un barriérage.

Les déchets devront être évacués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, de manière à empêcher l'accumulation des déchets dans la zone.
Les déchets d'amiante seront mis dans 2 conditionnements. Le premier sera aspiré puis surfacté et mis ensuite dans un deuxième sac étiqueté et fermé de manière étanche par un col de cygne.
Les éléments et le matériel qui n'auront pas pu être décontaminés seront conditionnés de la même façon.

Traitement des sacs

Dépoussiérage du 1er sac à déchets. Surfactage et mise en sac étanche étiqueté Amiante à l'extérieur de la zone (double ensachage). L'ensemble des équipements jetable (combinaisons, gants, filtres, polyane) sera également traité en double ensachage.

Mise en Big Bag des sacs étiquetés amiante (regroupement des doubles ensachages)

Inscription sur le Big Bag :

- du Nom du client,
- du Nom du chantier,
- du Nom de l'entreprise intervenante
- catégorie de déchets.

Transport

Le transport des déchets amiantifères sera effectué suivant règles ADR par un transporteur agréé.

2.15 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE.

L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre, avoir apprécié exactement les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendue compte de leur nature et des sujétions qu'elle entraîne et avoir contrôlé toutes les indications du dossier d'appel d'offres.

3 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

L'entrepreneur prendra connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du dossier de consultation des entreprises, notamment le Projet Architectural.

3.1 DESAMANTAGE

3.1.1 Plan de retrait

L'entrepreneur aura à sa charge la réalisation d'un plan de retrait de matériaux contenant de l'amiante conforme à l'article 23 du décret N°96-98 de 7 Février 1996, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Ce plan devra être réalisé dans un délai de 5 jours après l'ordre de service délivré par le Contractant Général et sera transmis à l'Inspection du travail, la Caisse Régionale d'Assurance Maladie, la Médecine du Travail, au coordonateur SPS et au Maître d'œuvre.

Localisation et observations particulières :

- ❖ **Pour la tranche optionnelle 1 & tranche optionnelle 2**
 - **Pour l'ensemble des travaux de désamiantage.**

3.1.2 Installations de chantier et protections spécifiques au désamiantage

A) Confinement et sas de décontamination :

- Construction d'une enveloppe étanche au passage de l'air et de l'eau par mise en place d'une ou deux épaisseurs de polyane de 200 microns, selon le niveau d'empoussièrement attendu, fixés de manière jointive par juxtaposition à l'aide d'adhésifs avec joints d'étanchéité croisés
- Mise en œuvre d'un thermo bâchage au droit des échafaudages, compris mise en place d'une protection étanche au droit des planchers pour confinement total des échafaudages.
- Le dispositif de confinement englobera parfaitement la totalité des zones . Des branchements pour les unités déprimogènes seront prévu en nombres suffisants. Une porte d'accès étanche en position fermée sera installée pour l'accès des secours
- Maintien en dépression par des unités déprimogènes à filtre absolu assurant un renouvellement d'air d'au moins 6 volumes / heure (pour chacun des déprimogènes), et fonction du niveau d'empoussièrement.
- Mise en place de Sas à plusieurs compartiments pour la décontamination du personnel.
- Affichage des procédures d'entrée et de sortie du Sas personnel.

B) Base de vie :

- Le titulaire du présent devra, l'aménagement et l'équipement de locaux d'accueil du personnel dont un local fixe ou mobile équipé d'une douche + WC avec branchements en eau et électricité.
- Ces installations seront mises en place pendant la période de préparation, puis entretenues et adaptées suivant les besoins et ce pour la durée totale de la phase désamiantage

C) Traitement de l'eau :

- Mise en place d'une unité de filtration 25 et 5 microns pour traitement des eaux des douches du Sas personnel, avant rejet dans réseau EU ou EV existant ou à créer.

D) Mesure de l'état initial (point zéro) :

- Numération de fibres d'amiante dans l'air ambiant suivant norme NF X 43-050
- Comptage par microscopie électronique à transmission (META)
- Volume prélevé : 10 m³
- Nombre prévu : 1.
- Consignation des résultats dans le compte-rendu de chantier.

E) Mesure de l'empoussièrement en cours de travaux :

Mesure dans sas

- Numérotation de fibres d'amiante pendant les travaux (dans SAS propre) suivant norme NF X 43-269
- Comptage par microscopie optique à contraste de phase (META)
- Durée du prélèvement : 24 H
- Nombre prévu : 1 par semaine.

Mesure au poste de travail

- Numérotation de fibres d'amiante pendant les travaux (poste de travail) suivant norme NF X 43-269
- Comptage par microscopie électronique à transmission (META et non MOCP)
- Durée du prélèvement : 1 H
- Nombre prévu : 1 par semaine.

Mesure environnementale

- Numérotation de fibres d'amiante pendant les travaux (en dehors de la zone de travail) suivant norme
- NF X 43-269
- Comptage par microscopie électronique à transmission (META et non MOCP)
- Durée du prélèvement : 24 H
- Nombre prévu : 1 par semaine.

F) Contrôle de la concentration en mg/l de matières en suspension et PH :

- Prélèvement d'un échantillon instantané du rejet d'eau filtrée
- Analyse suivant NF EM 872
- Nombre prévu : 1 contrôle par semaine.

E) Contrôle visuel de réception (à la charge du Contractant Général) :

- Examen visuel du complet retrait de l'amiante par un contrôleur technique titulaire d'une attestation de compétence

G) Mesure libératoire avant repliement des installations :

- Numération de fibres d'amiante dans l'air ambiant suivant norme NF X 43-050
- Comptage par microscopie électronique à transmission (META)
- Volume prélevé : 10 m³
- Nombre prévu : 1 par zone.
- Consignation des résultats dans le compte-rendu de chantier.

H) Mesure de restitution après repliement complet des installations pour restitution des locaux (à la charge du Contractant Général) :

- Numération de fibres d'amiante dans l'air ambiant suivant norme NF X 43-050
- Comptage par microscopie électronique à transmission (META)
- Volume prélevé : 10 m³
- Nombre prévu : 1 par zone.
- Consignation des résultats dans le compte-rendu de chantier.
- Toutes ces mesures (hormis la mesure de restitution après repliement du confinement et le contrôle visuel) sont à la charge de l'entreprise.
- L'entrepreneur devra la mise en place et le retrait à la fin de ses propres travaux de tous les éléments nécessaires à la sécurité de son personnel ainsi qu'à l'ensemble des intervenants du chantier et des personnes extérieures au chantier.

Localisation et observations particulières :

- ❖ **Pour la tranche optionnelle 1 & tranche optionnelle 2**
 - **Pour l'ensemble des travaux de désamiantage.**

3.1.3 Décapage des revêtements filmogènes amiantés

La méthode pour la dépose des éléments amiantés est à déterminer par l'entrepreneur en fonction des conditions rencontrées et devra être conforme aux réglementations et décrets en vigueur lors de l'exécution des travaux.

Balisage de la zone de travail et mise en place d'une signalisation donnant toutes les indications sur le danger des travaux en cours.

Mise en place de protection imposée par la réglementation en vigueur.

Décapage et/ou ponçage des revêtements filmogènes amiantés (enduits).

En cas de ponçage celui ce devra être réalisé minutieusement afin de limiter les traces d'outils sur le supports.

Mise sous sacs ou sous film des déchets, matériels et équipements contaminés.

Evacuation des déchets vers une décharge autorisée.

Nettoyages, contrôles et analyses pour restitution des lieux.

Localisation et observations particulières :

Selon diagnostics repérage amiante joint au présent DCE.

- ❖ **EN TRANCHE OPTIONNELLE 1**
 - **Revêtements filmogènes amiantés.**
 - Au droit de l'élévation Sud, comprenant la façade 1, 5, 6, 7 et 8.
 - Au droit de l'élévation Est, comprenant la façade 4, 13 et 14.
- ❖ **EN TRANCHE OPTIONNELLE 2**
 - **Revêtements filmogènes amiantés.**
 - Au droit de l'élévation Nord, comprenant la façade 3, 11 et 12
 - Au droit de l'élévation Ouest, comprenant la façade 2, 9 et 10.

3.1.4 Suppression des joints amiantés sur béton gravillonné

La méthode pour la dépose des éléments amiantés est à déterminer par l'entrepreneur en fonction des conditions rencontrées et devra être conforme aux réglementations et décrets en vigueur lors de l'exécution des travaux.

L'intervention devra limiter au maximum la dégradation des supports béton

Balisage de la zone de travail et mise en place d'une signalisation donnant toutes les indications sur le danger des travaux en cours.

Mise en place de protection imposée par la réglementation en vigueur.

Dépose des joints ciments sur béton gravillonnée.

Mise sous sacs ou sous film des déchets, matériels et équipements contaminés.

Evacuation des déchets vers une décharge autorisée.

Nettoyages, contrôles et analyses pour restitution des lieux.

Localisation et observations particulières :

Selon diagnostics repérage amiante joint au présent DCE.

❖ **EN TRANCHE OPTIONNELLE 1**

➤ **Joints ciments amiantés sur béton gravillonnée.**

- Au droit de l'élévation Sud, comprenant la façade 1, 5, 6, 7 et 8.
- Au droit de l'élévation Est, comprenant la façade 4, 13 et 14.

❖ **EN TRANCHE OPTIONNELLE 2**

➤ **Joints ciments amiantés sur béton gravillonnée.**

- Au droit de l'élévation Nord, comprenant la façade 3, 11 et 12
- Au droit de l'élévation Ouest, comprenant la façade 2, 9 et 10.

3.1.5 Dépose des dalles avec colle amianté

La méthode pour la dépose des éléments amiantés est à déterminer par l'entrepreneur en fonction des conditions rencontrées et devra être conforme aux réglementations et décrets en vigueur lors de l'exécution des travaux.

Balisage de la zone de travail et mise en place d'une signalisation donnant toutes les indications sur le danger des travaux en cours.

Mise en place de protection imposée par la réglementation en vigueur.

L'Entreprise devra prévoir les moyens d'accès complémentaires à ceux prévus au lot échafaudages

Dépose des dalles en pierre collé **en très mauvais état**, compris purge de tous les résidus de mortier colle amianté au droit de celle-ci et notamment des joints périmétrique au dalles déposées afin de permettre la repose par le lot 03 – Maçonnerie, en condition normale.

Cette prestation devra être réalisée minutieusement afin de ne pas détériorer les dalles de pierres conservés

Mise sous sacs ou sous film des déchets, matériels et équipements contaminés.

Evacuation des déchets vers une décharge autorisée.

Nettoyages, contrôles et analyses pour restitution des lieux.

Localisation et observations particulières :

Selon diagnostics repérage amiante joint au présent DCE.

❖ **EN TRANCHE OPTIONNELLE 1**

➤ **Dalle en pierre avec colles amiantés, en accompagnement au lot 03 – Maçonnerie.**

3.1.6 Dépose du conduit amianté

La méthode pour la dépose des éléments amiantés est à déterminer par l'entrepreneur en fonction des conditions rencontrées et devra être conforme aux réglementations et décrets en vigueur lors de l'exécution des travaux.

Balisage de la zone de travail et mise en place d'une signalisation donnant toutes les indications sur le danger des travaux en cours.

Mise en place de protection imposée par la réglementation en vigueur.

Dépose de conduit.

Mise sous sacs ou sous film des déchets, matériels et équipements contaminés.

Evacuation des déchets vers une décharge autorisée.

Nettoyages, contrôles et analyses pour restitution des lieux.

Localisation et observations particulières :

Selon diagnostics repérage amiante joint au présent DCE.

❖ EN TRANCHE OPTIONNELLE 2

➤ **Conduit amianté (repère P0027) au droit de l'élévation Nord, façade 3.**

3.1.7 Stockages et traitement des matériaux amiantés

Après définition de l'implantation et des surfaces de stockage des matériaux amiantés avant enlèvement, avec la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur devra matérialiser cette zone par un barriérage.

Les déchets devront être évacués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, de manière à empêcher l'accumulation des déchets dans la zone.

Les déchets d'amiante seront mis dans 2 conditionnements. Le premier sera aspiré puis surfacté et mis ensuite dans un deuxième sac étiqueté et fermé de manière étanche par un col de cygne.

Les éléments et le matériel qui n'auront pas pu être décontaminés seront conditionnés de la même façon.

Traitement des sacs

Dépoussiérage du 1^{er} sac à déchets. Surfactage et mise en sac étanche étiqueté Amiante à l'extérieur de la zone (double ensachage). L'ensemble des équipements jetables (combinaisons, gants, filtres, polyane) sera également traité en double ensachage.

Mise en Big Bag des sacs étiquetés amiante (regroupement des doubles ensachages)

Inscription sur le Big Bag :

- du Nom du client,
- du Nom du chantier,
- du Nom de l'entreprise intervenante
- catégorie de déchets.

Transport

Le transport des déchets amiantifères sera effectué suivant règles ADR par un transporteur agréé.

Localisation et observations particulières :

❖ Pour la tranche optionnelle 1 & tranche optionnelle 2

➤ **Pour l'ensemble des déchets découlant des travaux décrits ci-dessus.**

3.1.8 Document à fournir fin de travaux

Etablit un rapport de fin de travaux contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux notamment :

- Le **PRE** et les éventuels additifs,
- Les mesures de niveau d'empoussièrement,
- Le recueil des **PV** et analyses, consignations, etc.
- Les **CAP** des déchets,
- Les **BSDA** et **BSDI** des différents déchets,
- Les certificats d'élimination des déchets,
- Un plan faisant apparaître les **MCA** retirés, encapsulés ou non retirés.

- Le dossier technique « amiante » comportant l'actualisation du dossier, à la suite de la réalisation des travaux.

Localisation et observations particulières :

- ❖ **Pour la tranche optionnelle 1 & tranche optionnelle 2**
 - **Pour l'ensemble des travaux de désamiantage décrits ci-dessus.**

NOTA : Tout ce qui n'est pas explicitement décrit dans le présent CCTP et qui s'avère nécessaire pour une bonne fin des travaux est à la charge de l'entrepreneur.

À Senlis,

le

Cachet et signature de l'entrepreneur